

Rencontre AACC Club Épargne 16 décembre 2016

Où placer son épargne dans un contexte de taux bas

dans les locaux de l'UMC 35, rue Saint-Sabin - Paris (11e)



L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE



CROISSANCE MONDIALE EN HAUSSE

- L'OCDE prévoit une légère accélération de la croissance mondiale
- Il attend 3,3% en 2017 contre 3,2% antérieurement, et 3,6% en 2018
- Pour quelles raisons?
- Les baisses d'impôts et la relance des investissements annoncées par Donald Trump doivent favoriser la croissance mondiale

ÉTATS UNIS Les indicateurs économiques passent au vert

- · La reprise américaine se raffermit,
- Croissance du PIB : 2,4 % en 2014, 2,6 % en 2015 et 2,9 % au $4^{\text{ème}}$ trimestre 2016 (en rythme annuel),
- Taux de chômage : 4,9 %

du Crédit Coopératif

 Prix à la consommation en octobre : +1,6 % soit le plus haut niveau depuis 2 ans. Le programme Trump est de nature à relancer l'inflation.



ZONE EURO Économie en convalescence

- Croissance du PIB: 2% en 2015, 1,7% (*) en 2016, 1,5% (*) en 2017,
- Croissance revue légèrement à la hausse par l'OCDE (+ 0,2%),
- Taux de chômage sous les 10% en octobre soit 9,8%,
- Inflation à la hausse en novembre : 0,6%, mais inflation sousjacente très faible.



FRANCE Morosité persistante de la croissance

- Une activité en dents de scie : après un recul de 0,1% au 2^e trimestre, la croissance est en hausse de 0,2% au 3^e trimestre, l'INSEE et la BdF prévoient + 0,4% au 4^e trimestre.
- Sur l'ensemble de l'année 2016, la croissance devrait être de 1,3%, soit en retrait de la prévision du Gouvernement de 1,5%.
- Rappel des taux de croissance du PIB : 0,2% en 2012, 0,6% en 2013, 0,6% en 2014, 1,3% en 2015.
- Maintien de l'objectif de réduction du déficit du budget de l'année 2016 à 3,3% du PIB.



FRANCE Une amélioration de l'emploi

- Autour de 1,2%-1,3% de croissance, on commence à créer des emplois.
- INSEE : création de 51 200 postes au 3^e trimestre 2016 (+0,3%) dans le secteur privé et + 178 700 postes sur 1 an (+1,1%).
- Données Pôle Emploi : baisse en octobre de 11 700 des demandeurs d'emploi en catégorie A (hors outre-mer) après 66 300 en septembre soit une baisse de 100 000 depuis le début 2016.



FRANCE Association des Ancien(ne)s du Crédit Coopératif Projet de Loi de finances 2017

	2012	2013	2014	2015	2016(*)	2017(*)
Croissance du PIB (en %)	0,2 %	0,6	0,6	1,3	1,5	1,5
Taux prélèvements obligatoires (en % du PIB)	43,8 %	44,8	44,8	44,7	44,5	44,5
Déficit Public (en % du PIB)	4,8 %	4	4	3,5	3,3	2,7
Dette Publique (en % du PIB)	89,6 %	92,4	95,3	96,2	96,1	96
Inflation (en %)	2,0 %	0,9	0,5	0	0,1	0,8
Investissements des entreprises (en %) (*) prévisions	1,2 %	0,9	1,6	2,7	3,8	3,5
Conso des ménages (en %)	Club Épargre -	– 16 décembre :	2016 0,7	1,5	1,8	1,6



FRANCE Projet de Loi de finances 2017 (suite)

- Le solde général du budget de l'État serait de 69,3 Mds € en 2017, contre - 69,9 Mds € en 2016 (chiffre révisé) et - 70,5 Mds € en 2015.
- Part des dépenses publiques dans le PIB en 2017 : 54,6% soit une baisse continue depuis 2012, où le taux était de 56%.
- Le Haut Conseil des Finances Publiques juge improbable l'objectif du gouvernement



LE CONTEXTE MONÉTAIRE & FINANCIER



ÉTATS UNIS Hausse probable des taux en décembre

- Hausse des taux de la FED attendue les 13/14 décembre
- Augmentation prévue : 0,25% (fourchette actuelle 0,25% à 0,50%),
- Justifications: indicateurs économiques favorables,
- Perspectives : remontée graduelle des taux car l'économie reste fragile et cela doit permettre d'éviter un krach obligataire comme en 1994.



ZONE EURO BCE: Taux inchangés

- La BCE a maintenu ses taux inchangés lors de la réunion du 8/12/2016: taux directeur 0%, taux des dépôts - 0,4%,
- Programme mensuel de rachat de dettes inchangé jusqu'à 03/ 2017: 80 Mds €. Ensuite montant ramené à 60 Mds €,
- Risque de déflation écarté,
- Prévisions du PIB (zone euro): + 1,7% en 2016 et 2017,
 + 1,6% en 2018 et 2019
- Prévisions d'inflation (zone euro) : +0,2% en 2016, 1,3% en 2017,
 1,5% en 2018 et 1,7% en 2019



ZONE EURO Pourquoi des taux bas?

- Faiblesse des taux réels : reflet de celle de l'économie mondiale,
- Le pouvoir des Banques Centrales porte principalement sur les taux courts,
- Un excès d'épargne,
- Faiblesse de l'investissement au regard de l'offre d'épargne
- Risque d'une « stagnation séculaire » si les politiques publiques ne s'orientent pas en faveur d'une nouvelle croissance.
- Le FMI, l'OCDE, la Commission Européenne favorables à un soutien de la croissance Épargne - 16 décembre 2016



FRANCE

Taux bas: les gagnants - les perdants

Les gagnants :

- les personnes endettées,
- les entreprises qui investissent,
- les particuliers qui achètent des biens immobiliers.



FRANCE

Taux bas: les gagnants - les perdants

Les perdants :

- les épargnants,
- les retraités en Allemagne, pays vieillissant, les taux bas sont perçus comme une attaque contre l'épargne -,
- les banques qui voient leur marge d'intérêts baisser et se trouvent privées des gains de transformation,
- les assureurs dont la rentabilité des actifs diminuent et qui pourraient se trouver en difficulté en cas de remontée brutale des taux.



QUELLES ORIENTATIONS POUR LE PLACEMENT DE L'ÉPARGNE ?



Rémunération actuelle des placements courants

Épargne défiscalisée, exonérée d'impôt et de prélèvements sociaux :

- Livrets A et LDD: rémunération 0,75% soit taux réel^(*) positif Épargne défiscalisée, exonérée d'impôt mais assujettie aux prélèvements sociaux:
- PEL : rémunération 1,00% soit taux réel^(*) positif Comptes sur livrets bancaires, soumis à l'impôt sur le revenu et aux prélèvements sociaux :
- CSL: rémunération actuelle de 0,10% à 0,30% soit taux réel (*)



Placement en Assurance-vie

- Sur les fonds euros les assureurs ont rémunéré l'épargne en moyenne à 2,26% en 2015, contre 2,54% en 2014.
- En 2016 le rendement devrait tourner autour de 1,95%. Si les conditions sont respectées pour bénéficier de la non imposition des revenus, le taux réel^(*) de rendement en 2016 devrait être positif. Mais, si les taux longs de marché restent bas, la rémunération des fonds euros continuera de baisser.



Placement en Assurance-vie Loi Sapin II

- En cas de remontée brutale des taux, un krach obligataire pourrait se produire si les épargnants se retiraient en grand nombre des fonds euros pour se reporter sur des supports plus rémunérateurs.
- Pour éviter la survenance d'un tel risque systémique, la Loi Sapin II en cours d'examen, dote le Haut Conseil de Stabilité Financière (HCSF) de pouvoirs accrus pour encadrer la rémunération des fonds euros et, le cas échéant, pour restreindre temporairement la faculté de rachat des épargnants.



COMMENT ORIENTER LES PLACEMENTS ?

OUVERTURE DE LA DISCUSSION AVEC LES PARTICIPANTS À LA RÉUNION